

FORINCIP

FORUM INTERNATIONAL SUR LA CONSTITUTION ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES

4^{ÈME} FORUM LES PARTIS POLITIQUES 22 et 23 juin 2018

— QUESTIONNAIRE —

Ce questionnaire a pour objectif de guider l'élaboration des rapports nationaux et d'en faciliter la lecture et l'analyse à partir d'un modèle commun. Il est donc recommandé d'en respecter la structure générale. Toutefois, il se peut que, dans certains cas, des questions n'aient pas lieu de se poser. Il est donc naturellement possible de le traiter avec toute la souplesse nécessaire à la rédaction d'un rapport tout à la fois clair, complet, précis et concis.

Le thème des *Partis politiques* est, à l'instar des thèmes retenus pour le ForInCIP, à la jonction entre la science juridique et la science politique. Il s'ouvre peut-être plus que les autres à des considérations politiques, qui iraient même au-delà d'une analyse de science politique. Il convient par conséquent de respecter autant que possible le canevas du questionnaire.

Les rapports nationaux ne doivent pas excéder 60 000 signes, espaces et notes de bas de page inclus.

I. L'IDENTIFICATION

A. La reconnaissance des partis politiques

- 1) Les partis politiques bénéficient-ils d'une reconnaissance spécifique, à un degré normatif particulier (reconnaissance constitutionnelle, législative)? Cette reconnaissance est-elle ancienne ou récente? Est-elle une réponse à un besoin politique particulier?
- 2) Sur le plan terminologique, le système politique consacre-t-il une distinction entre le parti politique et des notions voisines (formation politique, groupe politique, micro-parti etc.)? Quelle est la portée de cette distinction?
- 3) Les partis bénéficient-ils de garanties particulières quant à leur existence? Le pluralisme est-il consacré et, le cas échéant, depuis quand?

B. La création des partis politiques

- 1) Quelles sont les règles formelles de création des partis politiques ? Sont-elles spécifiques aux partis ou bien sont-elles alignées sur la création d'autres structures (comme les associations) ? La création et la disparition de partis politiques sont-elles fréquentes ou l'existence des partis politiques est-elle plutôt figée ?
- 2) Y a-t-il des règles permettant de s'opposer à la création d'un parti politique et, le cas échéant, qui peut les invoquer ? Est-il possible d'interdire un parti politique existant ?

II. LE RÔLE

A. Le rôle politique

- 1) Quel rôle ont les partis sur la scène politique et, plus largement, sur la scène idéologique ? Sont-ils perçus comme une condition de la démocratie et du régime représentatif ? L'appartenance à un parti politique est-elle une condition à l'accès à un mandat ? Inversement, le droit électoral impose-t-il des conditions aux partis pour participer aux élections ?
- 2) Y a-t-il un « système des partis » profondément ancré, du type bipartisme, tripartisme, multipartisme, bipolarisation, etc. et à quoi est-il dû ? S'il n'existe pas, pourquoi est-il absent ? Ce système, ou son absence, a-t-il évolué ou a-t-il vocation à le faire ?
- 3) Y a-t-il des règles garantissant la représentation des partis dans certaines instances de décision, ou organisant leur consultation obligatoire dans certains processus décisionnels ?
- 4) Quels sont les liens entre les partis et les groupes parlementaires correspondant, le cas échéant ? Y a-t-il une hiérarchie entre ces entités ? Y a-t-il une forte discipline partisane ?

B. Le fonctionnement interne

- 1) De quelle liberté disposent les partis dans la création et l'application de leurs règles d'organisation et de fonctionnement ? Quel est l'effet de la liberté qui leur est laissée ou, au contraire, des restrictions qui leur sont imposées ? Les partis eux-mêmes se dotent-ils d'un statut ou d'un règlement intérieur ? S'astreignent-ils à des procédures réglementées (prise de décision, désignation des candidats, primaires, etc.) ? Sinon, le fonctionnement interne des partis obéit-il à des habitudes, reproduit-il classiquement un même schéma ?
- 2) Comment s'organise la démocratie interne des partis politiques, le cas échéant ? Est-elle le fait de règles qui s'imposent aux partis en matière de fonctionnement interne ? Dans ce cas, quelle est leur valeur (constitutionnelle, législative, réglementaire) et sont-elles précises ? Comment sont-elles perçues par les partis

eux-mêmes (souples, restrictives) ? Dans quelle mesure les procédures internes aux partis (désignation de leurs dirigeants, de leurs candidats, prise de décision, élaboration des programmes politiques, etc.) associent-elles leurs militants ou sympathisants ?

- 3) Y a-t-il un contrôle du fonctionnement interne des partis politiques et, le cas échéant, par qui est-il opéré ? Y a-t-il des instances en charge de la déontologie interne ? Quel est le rôle du juge et lequel est habilité à contrôler le fonctionnement interne des partis, le cas échéant ? Quelles sont les conséquences de ses décisions sur le corps électoral ?
- 4) Y a-t-il (et, si oui, depuis quand) une évolution significative du nombre des militants ou adhérents des partis politiques ces dernières années ? Peut-on parler d'une « crise du militantisme » et quels sont les moyens d'y remédier (ouverture de primaires aux sympathisants, baisse ou suppression des cotisations, etc.) ?

III. LE FINANCEMENT

A. Les moyens de financement

- 1) Quels sont les moyens et les règles de financement des partis politiques ? Quelles sont les proportions entre le financement public et le financement privé et quelles en sont les conséquences ? Le financement privé est-il libre ou limité à certains financeurs et à certains montants ? Y a-t-il eu des évolutions récentes de ces moyens de financement ?
- 2) S'il existe un financement public, est-il un moyen de sanctionner les partis politiques en cas de méconnaissance de certaines règles ? Lesquelles et dans quelle mesure ? S'il n'y a pas de financement public, y a-t-il d'autres sanctions pécuniaires à l'égard des partis politiques ?
- 3) Existe-t-il un « risque financier » pour les partis politiques ou des contraintes de financement qui peuvent nuire à leur libre existence ? Dans quelle mesure les partis politiques financent-ils les campagnes électorales ?

B. Le contrôle du financement

- 1) Le financement des partis politiques est-il contrôlé ? Pourquoi et, le cas échéant, par qui et selon quelles modalités ?
- 2) Quelles sont les sanctions qui peuvent être prononcées à l'égard des partis en cas de violation des règles de financement ?
- 3) Ce sujet est-il observé avec attention par l'opinion publique et les médias, ou considéré comme technique et accessoire ?

ANNEXE : TABLEAU RECENSANT LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES

Pourriez-vous remplir ce tableau avec des données fiables (préciser la source) concernant les principaux partis politiques et le commenter dans la mesure nécessaire (soit à sa marge, soit dans vos réponses au questionnaire, en renvoyant au tableau) ?

| Nom du parti politique | Date de création, d'évolution, de disparition | Ancrage territorial (national, régional) | Idéologie (mots-clefs) | Nombre de militants et évolutions | Représentativité électorale (score aux dernières élections) | Participation institutionnelle (présence dans les institutions, nombre d'élus) |
|------------------------------|---|---|---------------------------|--|--|--|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Pouvez-vous classer les différents partis référencés dans le tableau, du plus à gauche au plus à droite ?

